

A portrait of a middle-aged man with short, graying hair, wearing a dark blue suit jacket over a white collared shirt. He is looking slightly to the right of the camera with a neutral expression. The background is a solid, dark blue color.

CORONAVIRUS
QUELLES MESURES
DE DÉCONFINEMENT
ÉCONOMIQUE ?

NOUS VIVONS UNE SITUATION INÉDITE ET HISTORIQUE QUI SE TRADUIT PAR UNE DOUBLE CRISE SANITAIRE ET ÉCONOMIQUE. SI LE COMBAT EST AVANT TOUT SANITAIRE POUR SAUVER DES VIES, LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE CETTE CRISE SONT INCOMMENSURABLES. C'EST UN VIRUS HYBRIDE DE LA CRISE DE 1929 ET DE LA SITUATION VÉCUE EN 1940 PAR LA FRANCE. NOUS SOMMES DONC FACE À UNE DOUBLE GUERRE SANITAIRE ET ÉCONOMIQUE, LA DEUXIÈME ÉTANT BIEN ENTENDU LA CONSÉQUENCE DE LA PREMIÈRE.

Par Christian PRAT DIT HAURET,
professeur à l'IAE - Université de Bordeaux

Tout d'abord, quelques chiffres. Ils donnent le vertige. Si l'on prend le cas de la France, le PIB de l'année 2019 a été de 2 418 milliards, soit pour faire simple une valeur ajoutée créée mensuellement par les différents acteurs économiques de 200 milliards d'euros. Le confinement, indispensable pour sauver des vies, s'est traduit par un double choc : un effondrement de l'activité économique de 35 % (choc d'offre) et un effondrement de la consommation du même pourcentage (choc de la demande). C'est comme si on était descendu de plusieurs étages d'un coup au niveau de l'activité. C'est inédit. En ce qui concerne l'offre, nous avons donc une perte de PIB, et donc de valeur ajoutée de 70 milliards d'euros par mois. Allez, faisons un pronostic.

Un confinement de deux mois et quelques jours nous coûtera au bas mot et *a minima* 150 milliards d'euros, soit près de 6 % du PIB, sans tenir compte des coûts cachés et induits (modification des comportements d'achat par exemple). Selon l'INSEE, la perte d'activité a été de 89 % dans la construction, de 52 % dans les industries hors agro-alimentaires et de 36 % dans les secteurs marchands. Les secteurs qui sont « au tapis » sont les transports de personnes, l'hôtellerie, la restauration, le tourisme, les commerces de détail,

**UN CONFINEMENT DE 2
MOIS ET QUELQUES
JOURS NOUS
COÛTERA A MINIMA
150 MILLIARDS D'EUROS**

NOUS DEVONS CRÉER « L'OPEN BAR FINANCIER » SANITAIRE ET MÉDICAL. LA VIE N'A PAS DE PRIX

les crèches, les garderies et les activités sportives. La liste est longue compte tenu également de l'effondrement de la demande de produits manufacturés, l'arrêt des chantiers dans le secteur de la construction et la chute de la consommation de loisirs.

Le premier combat qu'a mené l'État français a été, à juste titre, de maintenir sous respiration artificielle les entreprises en prenant plusieurs mesures pour assurer des liquidités aux entreprises et aux salariés : suspension du paiement de certains impôts, acceptation du report de charges, fonds de soutien financier aux entreprises de moins de 10 salariés, garantie à 90 % des prêts qui seront accordés par les banques aux entreprises en difficulté, l'objectif étant destiné à éviter les faillites en cascade et les conséquences économiques et financières qui en découlent.

Après cette première action, la question du réveil et du « déconfinement économique » va se poser d'ici quelques jours ou semaines ce qui nécessite de mener d'autres combats. Le deuxième combat à mener, d'ailleurs parallèlement au premier, est celui de la vie en soignant les malades et en testant les autres afin de permettre aux gens immunisés de sortir de l'assignation à résidence. Nous devons dépenser sans compter pour lutter contre le virus en consacrant notre effort de guerre à produire des tests de dépistage, des médicaments, des vaccins et des masques.

Nous devons créer « l'open bar financier » sanitaire et médical. La vie n'a pas de prix et sa préservation mérite l'engagement de coûts illimités pour tout un chacun. L'égalité républicaine en sera renforcée et la filière santé sera un atout économique et sociétal

pour l'avenir. La santé doit devenir dans le futur une des filières stratégiques et d'excellence française, voire européenne. Une fois les personnes immunisées et soignées, le troisième combat à mener sera celui du « réveil économique » que j'estime à une bonne année sachant que nous garderons des séquelles sur une dizaine d'années. Ce « réveil économique » doit être multidimensionnel : systémique, sociétal, économique, comportemental, social et financier. Il convient de mener une politique de relance économique. Keynes est de retour, plus présent que jamais. Tout d'abord, pour gagner la guerre économique, il faut des combattants. La première mesure à prendre est de tester le plus rapidement la population active et de permettre la reprise du travail des personnes immunisées au service de l'intérêt collectif. À titre de comparaison, durant les Première et Deuxième Guerres mondiales, les femmes ont fait « tourner » le pays alors que les hommes étaient sur le front. Ensuite, il convient de lancer un plan « Marshall » avec une double vision macro-économique et micro-économique. Il faut tout d'abord que l'État, assureur en dernier ressort, mène une politique interventionniste de grande ampleur. Il doit tout d'abord collecter différents impôts « COVID guerre ». J'en vois 3 : la création d'une taxe sur les transactions financières, la collecte d'un impôt exceptionnel sur le patrimoine net des français de 2 % et l'augmentation de la TVA à 21 % pour tous les produits qui ne sont pas de première nécessité. Je crois qu'il ne faut pas y aller par quatre chemins : il faut que l'État collecte aux alentours de 200 à 250 milliards d'euros.

L'ÉTAT NE DOIT PAS HÉSITER A NATIONALISER MOMENTANÉMENT CERTAINES ENTREPRISES COMME AIR FRANCE ET D'AUTRES

Par ailleurs, l'État ne doit pas hésiter à nationaliser momentanément certaines entreprises comme Air France qui est en danger de mort... et peut-être d'autres qui vont avoir besoin de financement. Le gouvernement d'union nationale des gaullistes et des communistes l'a fait au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et le président Obama n'a pas hésité à nationaliser temporairement Chrysler en 2009, au pire moment de la crise des subprimes, avant de « reprivatiser » la société, l'État américain encaissant au passage une forte plus-value. La dernière mesure de court terme est de sauver les soldats TPE/PME. Il faut à tout prix que chacun des dirigeants de ces entreprises fasse l'objet d'un « conseil médical économique » et soit aidé pour prendre les bonnes mesures.

Les mieux placés pour le faire sont les experts-comptables qui les connaissent mieux que personne et qui doivent porter le titre de conseil en redressement économique. Comme pour toute personne malade, le modèle économique et la compétitivité de toute

entreprise doivent être revisités en étudiant plusieurs dimensions telles que le marché, l'avantage concurrentiel, l'intention stratégique, le respect des grands équilibres financiers, la valorisation des ressources humaines pour ne citer que quelques dimensions à étudier. Chaque entreprise devra faire ainsi l'objet d'un traitement individualisé contre le « coronavirus économique » et c'est à ce prix que nous sauverons une partie de tissu économique, évitant ainsi une grande dépression comme celle qu'ont subie les États-Unis d'Amérique dans les années 30.

LES EXPERTS-COMPTABLES DOIVENT PORTER LE TITRE DE CONSEIL EN REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE : ILS SONT LES MIEUX PLACÉS POUR LE FAIRE